

QUE PENSENT LES FRANÇAIS DU RÉFÉRENDUM SUR L'ENVIRONNEMENT ?

Paul Cébille

20/01/2021

Alors que le Conseil des ministres doit adopter ce 20 janvier 2021 l'avant-projet de loi visant à inclure dans la Constitution « la préservation de la biodiversité et de l'environnement » selon les termes de la Conférence citoyenne pour le climat, la question se pose de savoir comment les Français perçoivent une initiative constitutionnelle qui, si elle aboutissait, les amèneraient à participer au premier référendum organisé en France depuis une quinzaine d'années.

Les chiffres clefs

Réalisée auprès d'un échantillon national représentatif de 1000 Français, une étude de l'Ifop pour **Depanneo** montre qu'un référendum sur le sujet serait certes approuvé par une majorité d'électeurs mais dans le cadre d'une abstention massive.

- **Le référendum pour l'environnement est une initiative de la Convention citoyenne pour le climat et du président de la République encore largement méconnue** : seuls **60%** des Français en ont entendu parler – dont **25%** avec précision –, principalement des personnes déjà bien au fait des questions d'écologie.
- **À peine plus d'un électeur sur trois (36%) déclare vouloir participer à ce référendum**, soit un taux très faible qui, s'il se confirmait, le situerait parmi les référendums les moins mobilisateurs de la V^e République (ex : référendum sur la Nouvelle Calédonie en 1988, référendum sur le quinquennat de 2000).
- **Ce faible engouement tient notamment au fait que ce référendum est perçu par une large majorité de Français (61%) comme un « coup politique »**. Un soupçon classique sous la V^e République à l'égard des présidents envisageant de recourir à l'arme référendaire.
- Mais si le scrutin avait lieu, **l'approbation à la réforme de l'article premier de la Constitution n'en serait pas moins massive (79%), en particulier dans les rangs des Français les plus jeunes (95%) et les plus sensibles à la cause environnementale (96% des sympathisants**

EELV, 91% des Français se sentant très écologistes).

- **Il est vrai qu'en dépit du scepticisme, les Français partagent largement l'idée que cette réforme aura des effets positifs** pour l'environnement (**60%**) et dans la lutte contre le réchauffement climatique (**54%**).

Analyse

Quelle notoriété pour ce projet de référendum ?

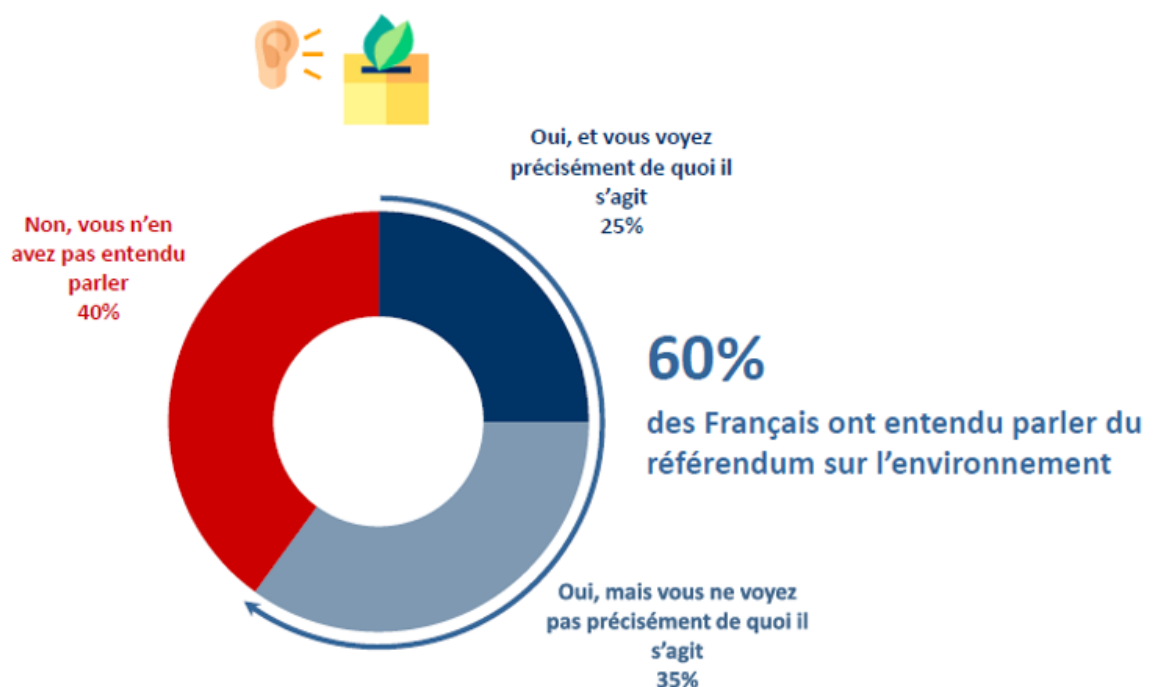
Singulier dans l'histoire des institutions de la V^e République par son processus de lancement – l'impulsion est venue de la Convention citoyenne pour le climat et non directement du président –, le référendum pour l'environnement demeure largement confidentiel pour beaucoup de Français qui ont du mal à en définir précisément le contenu.

En effet, ce projet du référendum annoncé il y a un mois par Emmanuel Macron ne semble pas encore avoir imprimé dans l'opinion. Seuls six Français sur dix (**60%**) déclarent en avoir entendu parler, dont à peine un quart (**25%**) savent précisément sur quoi les électeurs seront consultés

La notoriété du référendum sur l'environnement

QUESTION : Le président de la République, Emmanuel Macron, a annoncé un référendum pour introduire les notions de biodiversité, d'environnement, et de lutte contre le réchauffement climatique dans l'article premier de la Constitution. En avez entendu parler ?

Base : Ensemble des Français



Certes, l'initiative du président de la République semble encore lointaine, tant la tenue du référendum dépend du bon vouloir du Sénat, mais il est notable de constater que la notoriété du scrutin est plus forte parmi les catégories de la population habituellement mieux informées de la vie politique – comme les personnes les plus âgées (**73%** des seniors de 65 ans et plus en ont entendu parler), les plus diplômées (**67%**) ou les cadres (**65%**) – mais aussi les personnes sensibles aux questions d'environnement comme celles s'identifiant comme « très écologistes » (**74%**).

Quel potentiel de participation ?

Sans surprise, à ce stade de l'annonce, et considérant la faible connaissance du projet de référendum, **à peine plus d'un tiers des électeurs inscrits (36%) déclarent vouloir participer à ce référendum.**

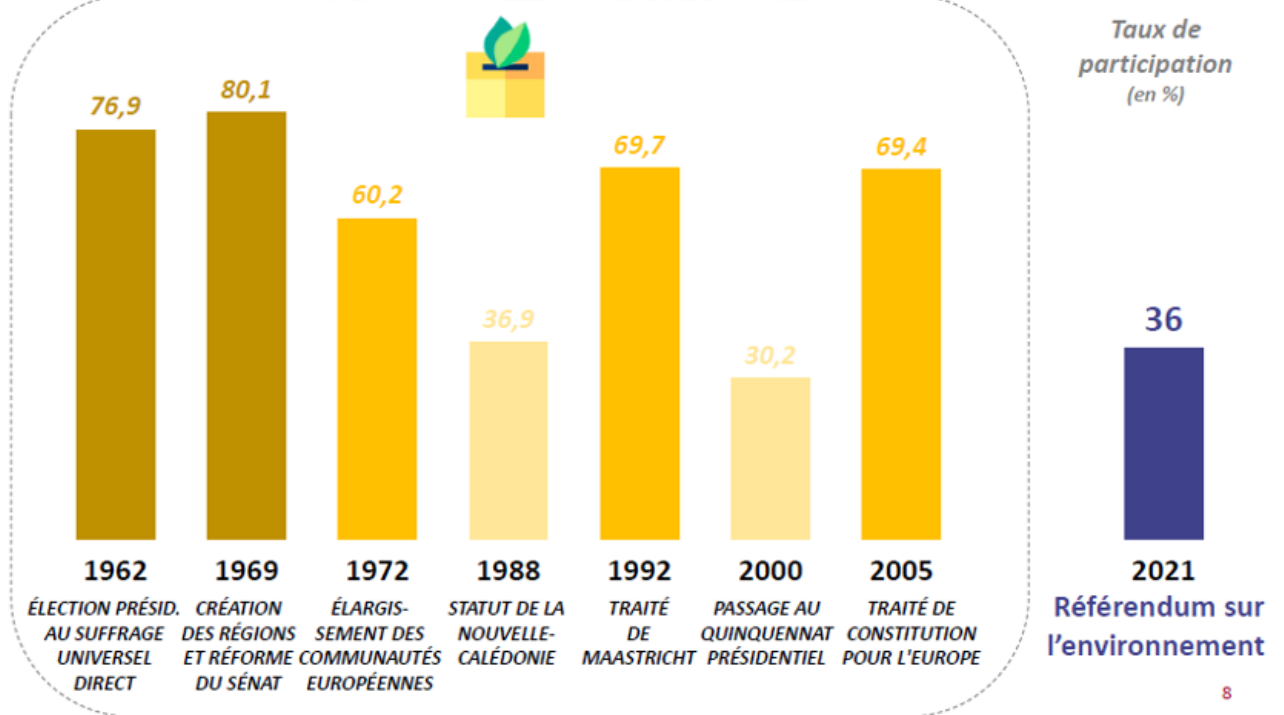
Avec un tel niveau de participation, le référendum sur l'environnement se placerait parmi les référendums ayant le moins mobilisé de la V^e République comme celui sur le statut de la Nouvelle-Calédonie de 1988 (**36,9%** de participation) et le référendum sur le quinquennat de 2000 (**30,2%**). Marqué par une campagne inaudible et un large consensus sur le passage au quinquennat, ce dernier avait vu à l'époque sa participation – selon des estimations réalisées à l'époque par l'Ifop – passer de **42%** en juin 2000 à **36%** début septembre, puis à peine **30%** le jour du scrutin.

La potentielle participation au référendum sur l'environnement – comparatif avec la participation réelle d'autres référendums sous la V^e République)

QUESTION : Dans l'hypothèse où un référendum sur ce sujet serait organisé, iriez-vous voter ?

Base : Inscrits

TAUX DE PARTICIPATION RÉELLE À D'AUTRES RÉFÉRENDUMS PASSÉS



De la même façon, si l'on compare le référendum initié par la Convention citoyenne avec les projets de référendum d'initiative partagée lancés ces dernières années, le référendum sur l'environnement souffre également d'un faible intérêt de l'électorat. En effet, si **35%** seulement des électeurs se déclaraient prêts à participer lors d'un référendum sur la privatisation d'Aéroports de Paris, ils étaient près d'un sur deux (**49%**) à vouloir se mobiliser sur l'initiative en cours du « Référendum pour les animaux », dont la thématique se rapproche pourtant de l'environnement et dont l'issue est tout aussi incertaine.

La potentielle participation au référendum sur l'environnement – comparaison avec d'autres projets de référendums

QUESTION : Dans l'hypothèse où un référendum sur ce sujet serait organisé, iriez-vous voter ?
Base : inscrits

Taux de participation*
(en %)



Référendum sur l'environnement

36

TAUX DE PARTICIPATION À D'AUTRES PROJETS RÉFÉRENDUMS



*Réponses « tout à fait certain » d'aller voter

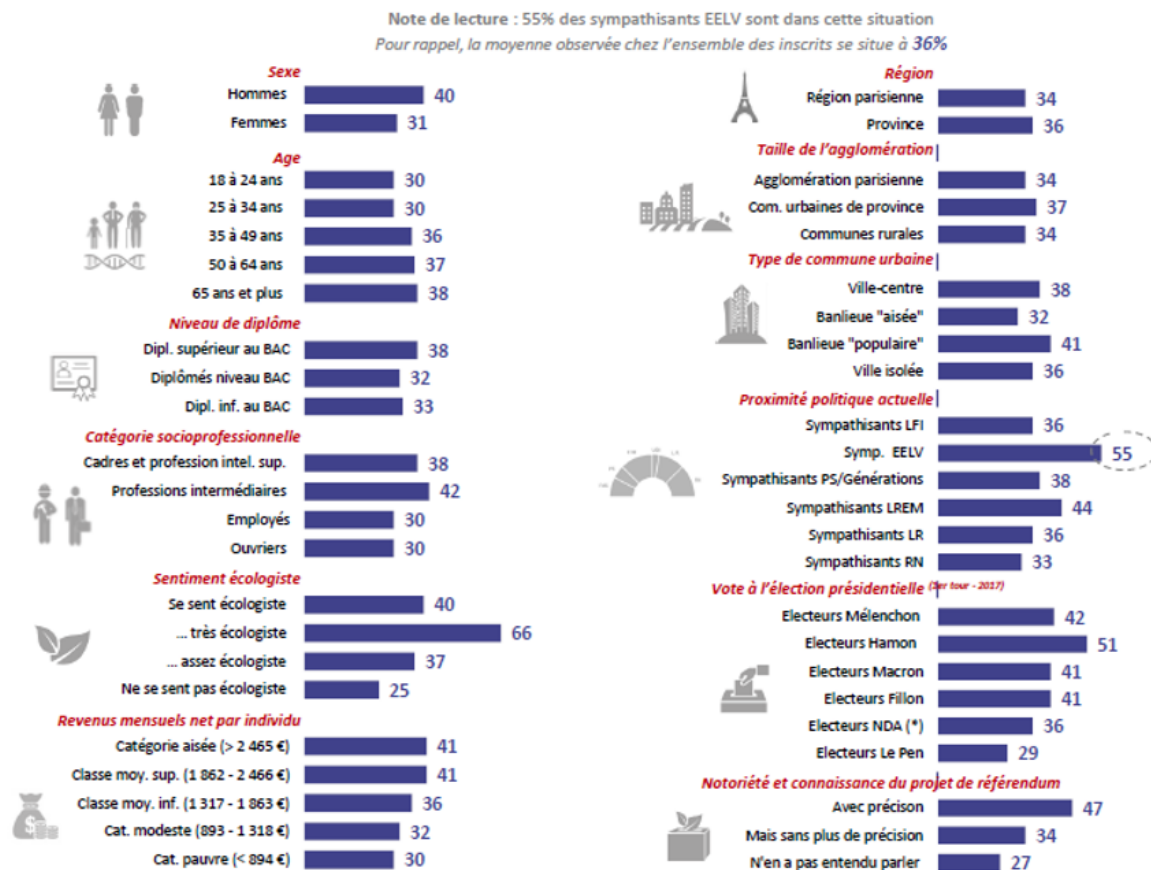
**Etude Ifop pour Valeurs Actuelles - 18 au 21 janvier 2019 - échantillon de 1 210 personnes.

***Etude Ifop pour Paris Match - 10 au 12 avril 2019 - 1 013 personnes.

****Etude Ifop pour Caniprof - 15 au 16 juillet 2020 - échantillon de 1 007 personnes.

Toutefois, nous pouvons souligner que la participation déclarée à ce stade progresse selon le niveau de connaissance des sondés sur le référendum et son sujet, si seuls **27%** des personnes déclarant ne pas avoir entendu parler de ce référendum envisagent d'y participer, ils sont près de **47%** parmi ceux voyant précisément de quoi il s'agit. Ces chiffres laissent penser qu'une amélioration de la notoriété du référendum pourraient entraîner une progression de la participation qui demeurerait toutefois insatisfaisante (sous les 50%), notamment si l'on inscrit cela dans l'urgence écologique et l'explosion de l'écologie parmi les principales préoccupations des Français. En août 2020, **59%** des Français estimaient que la protection de l'environnement était un sujet « tout à fait prioritaire », soit 19 points de plus qu'en 2017.

Zoom sur le profil des Français inscrits sur les listes électorales envisageant d'aller voter si ce référendum était organisé



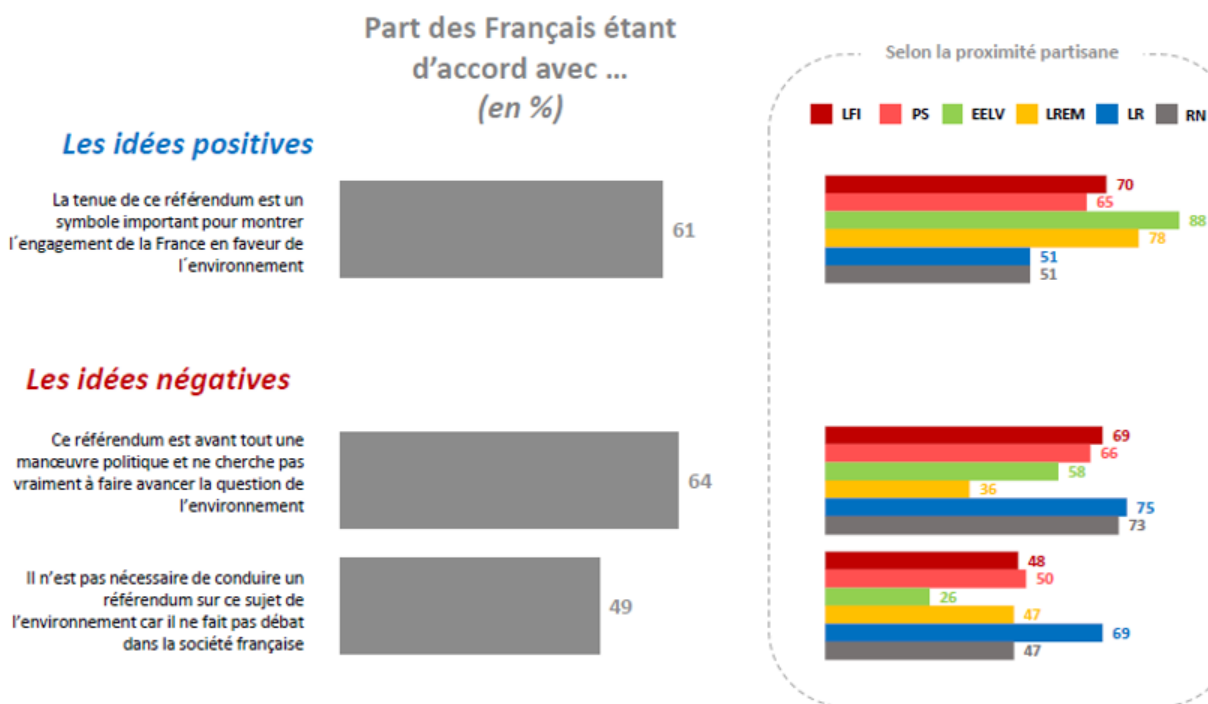
Quelle perception du référendum ?

Péché originel du référendum en France, l'initiative présidentielle de ce scrutin – et la focalisation qu'elle porte sur sa personne plutôt que sur le sujet du vote – semble avoir complètement neutralisé l'intérêt d'avoir mobilisé une Convention citoyenne de Français tirés au sort afin de légitimer ses propositions. Près de deux tiers des Français (**64%**) jugent que le référendum sur l'environnement est avant tout une manœuvre politique ne cherchant pas vraiment à faire avancer la question de l'environnement, marqueur de la défiance politique des Français vis-à-vis du président de la République.

L'adhésion à diverses affirmations concernant le référendum sur l'environnement

QUESTION : Toujours à ce sujet, êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des affirmations suivantes ?

Base : Ensemble des Français



1

Même au sein de catégories favorables, que ce soit au référendum en lui-même comme les écologistes ou au président de la République comme ses sympathisants, le doute sur les intentions véritables du scrutin sont perceptibles, respectivement **58%** et **36%** y voyant une manœuvre politique. En dehors de ces deux catégories, les Français reconnaissent largement la manœuvre du président en particulier à droite, moins sensible à la question écologique (**75%** des sympathisants Les Républicains et **73%** des sympathisants « frontistes), mais aussi à gauche (**69%** des sympathisants « insoumis »).

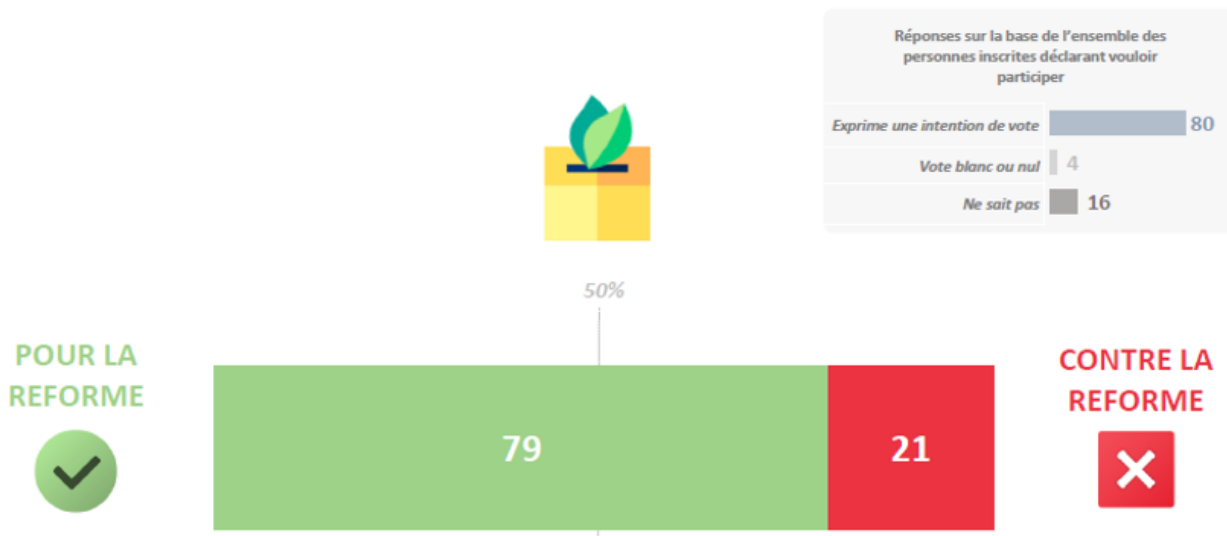
Quelle approbation ?

Malgré les différents handicaps que connaît le référendum sur l'environnement, près de huit Français sur dix (**79%**) voteraient en faveur de la modification constitutionnelle, soit l'un des taux d'approbation les plus larges sous la V^e République.

L'intention de vote au référendum sur l'environnement

QUESTION : Et que voteriez-vous en cas de référendum pour introduire les notions de biodiversité, d'environnement, et de lutte contre le réchauffement climatique dans l'article premier de la Constitution ?

Base : aux personnes inscrites sur les listes électorales, déclarant vouloir participer au référendum et exprimant une intention de vote.

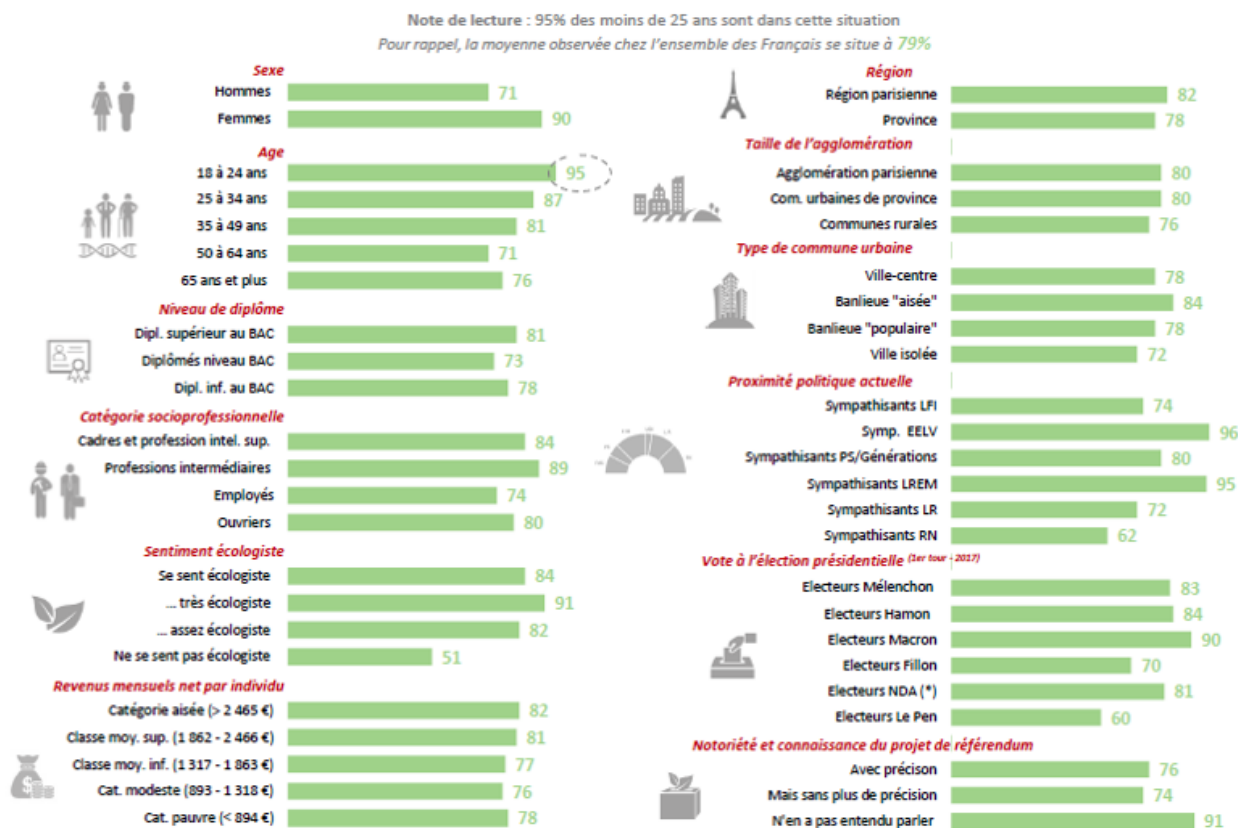


Avertissement : l'Ifop rappelle que les résultats de cette enquête doivent être interprétés comme une indication significative de l'état des rapports de force actuels dans la perspective d'un hypothétique scrutin référendaire. En aucun cas, ils ne constituent un élément prédictif des résultats le jour du vote.

Ce soutien massif s'exprime particulièrement – et sans surprise – parmi les catégories de la population les plus attachées à l'écologie, comme les sympathisants d'Europe Écologie-Les Verts (**96%**). Parmi les indicateurs permettant une lecture claire de l'intention de vote en faveur de la réforme, c'est d'ailleurs le rapport à l'écologie qui détermine le plus clairement cette tendance. Ainsi, **91%** des personnes s'identifiant comme « très écologistes » déclarent vouloir voter « oui » contre **51%** parmi ceux rejetant tout sentiment écologiste.

D'autres lignes de lecture se dessinent, notamment le facteur générationnel, sur laquelle les catégories d'âge les plus conscientes des enjeux écologiques se montrent particulièrement favorables à la réforme (**95%** des jeunes âgés de 18 à 24 ans déclarent vouloir voter pour la réforme, contre **76%** des personnes âgées de 65 ans et plus).

Zoom sur le profil des Français qui voteraient pour la réforme



Quelle perception de l'impact sur l'environnement ?

Le « oui » massif qui se dégagerait en cas de référendum – en tout cas à ce stade d'une campagne à peine amorcée – s'explique, nous l'avons vu, par l'importance accordée à l'écologie par les Français. Face à cet enjeu considéré comme prioritaire, le référendum se révèle être une bonne occasion de s'y investir. C'est en tout cas l'opinion partagée par **61%** des personnes interrogées estimant que ce référendum serait un symbole important pour montrer l'engagement de la France en faveur de l'environnement.

La réforme constitutionnelle a également l'image d'une réforme largement bénéfique, à tout le moins par l'idée qu'elle n'entraînera pas d'effets négatifs perceptibles sur l'économie. Interrogés sur l'impact qu'elle aurait dans différents domaines, **54%** anticipent un impact positif dans la lutte contre le réchauffement climatique et **52%** dans l'agriculture. Même vis-à-vis de l'industrie – pourtant considérée comme l'un des secteurs les plus polluants et donc les plus susceptibles de « subir » les effets d'une norme constitutionnelle plus contraignante – près de quatre Français sur dix (**40%**) anticipent des effets négatifs, contre seulement **22%** des effets positifs.

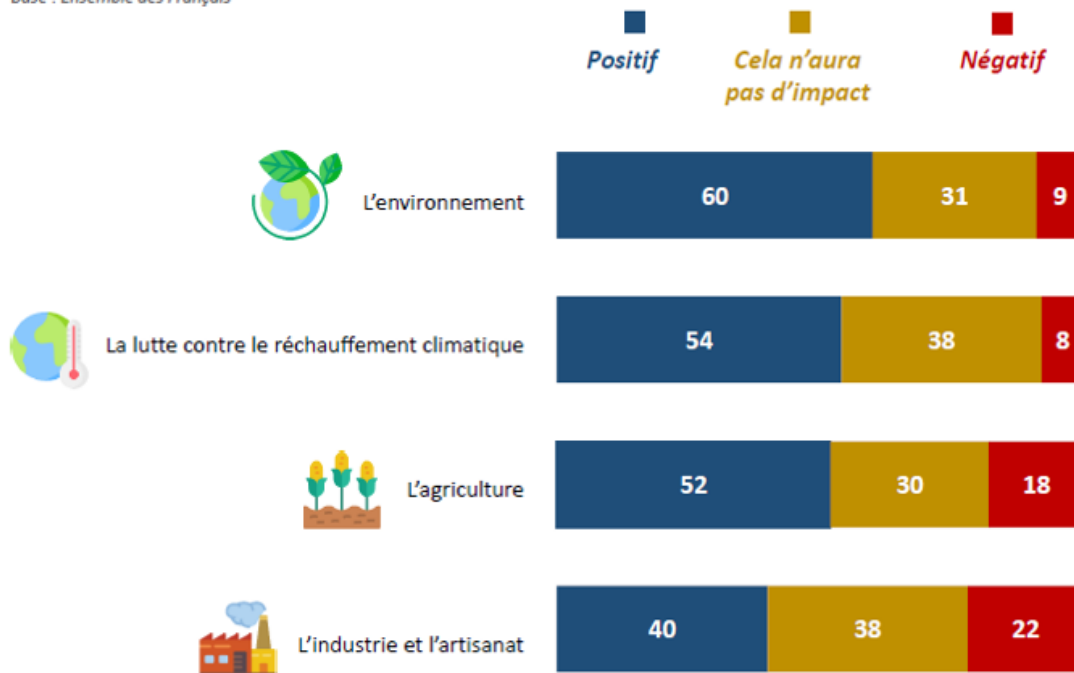
Loin de n'être qu'une manœuvre, le référendum sur l'environnement est aussi considéré positivement par les Français, qui ne séparent pas l'intention politique derrière un projet qu'ils

estiment nécessaire pour lutter contre le dérèglement climatique.

L'anticipation du niveau d'impact de la réforme de la Constitution

QUESTION : Dans le cas où ces notions seraient introduites dans la Constitution suite à un référendum, jugez-vous que la réforme aura dans les différents domaines suivants un impact ... ?

Base : Ensemble des Français



Quelle adhésion aux mesures de la Convention citoyenne ?

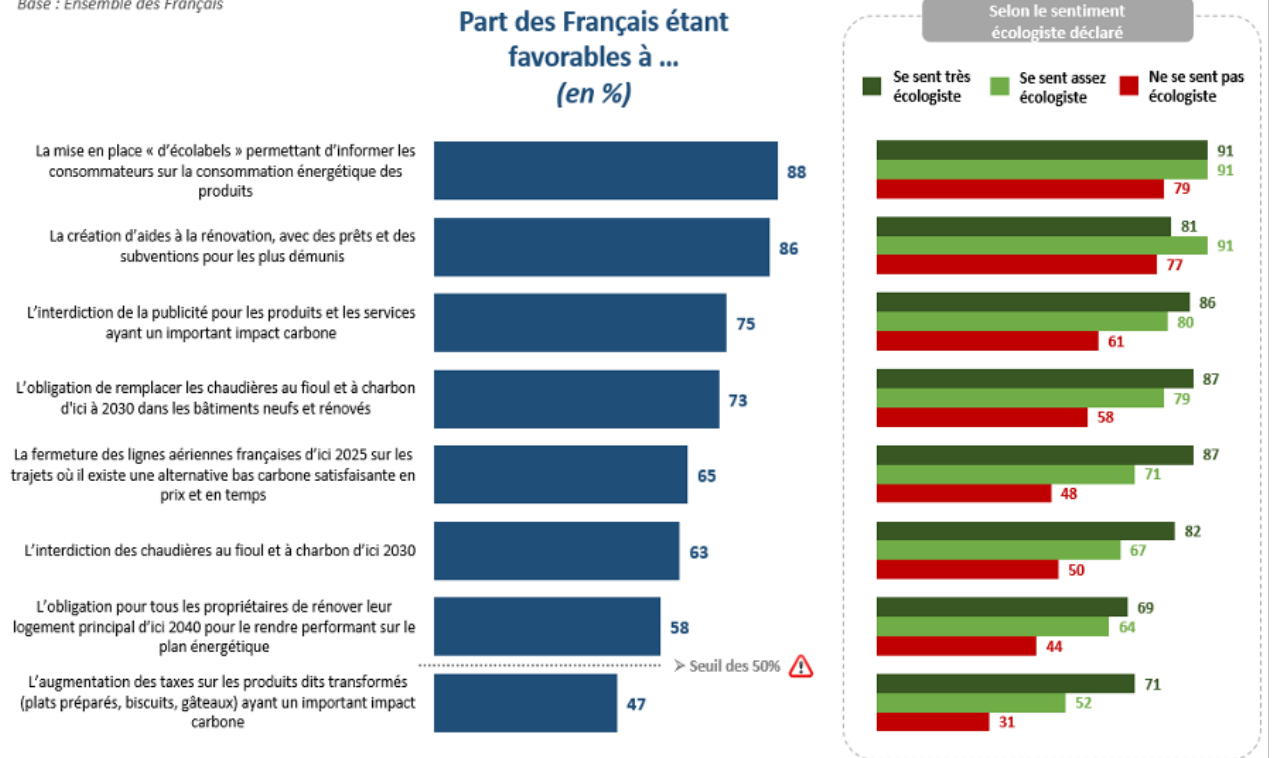
Parmi les autres propositions de la Convention citoyenne, les mesures les plus incitatives recueillent le soutien d'une large majorité de Français, que ce soit la création d'un « écolabel » informatif (88%), la création d'aides à la rénovation en direction des plus démunis (86%) ou encore l'obligation de remplacer les chaudières à fioul et à charbon d'ici à 2030 dans les bâtiments neufs et rénovés (73%).

Toutefois, lorsqu'il s'agit d'impacter directement le porte-monnaie des propriétaires en particulier, des réticences s'expriment. Un peu moins de six Français sur dix (58%) déclarent être favorables à l'obligation pour les propriétaires de rénover leur logement principal d'ici 2040 et moins d'un sur deux (47%) soutiennent l'augmentation des taxes sur les produits transformés, marqueur d'une crainte et d'un rejet de l'écologie classiquement marquée dans l'opinion comme « punitive ».

Le niveau d'adhésion aux mesures pour lutter contre le dérèglement climatique

QUESTION : Parmi les mesures suivantes envisagées pour lutter contre le dérèglement climatique, êtes-vous plutôt favorable ou plutôt opposé à... ?

Base : Ensemble des Français



Étude **Ifop** pour **Depanneo** réalisée en ligne du 7 au 8 janvier 2021 auprès d'un échantillon de 1028 Français âgés de 18 ans et plus.

L'enquête complète est à retrouver [ici](#).